



Strasbourg, 11 avril 2023

PC-ENV(2023)02

# **COMITÉ D'EXPERTS SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PAR LE DROIT PÉNAL (PC-ENV)**

**1<sup>ère</sup> réunion**

**3-4 avril 2023**

**Strasbourg, Conseil de l'Europe**

---

## **RAPPORT DE RÉUNION**

---

Document préparé par le Secrétariat  
Direction générale I – Droits humains et État de droit

[www.coe.int/cdpc](http://www.coe.int/cdpc) | [dgi-cdpc@coe.int](mailto:dgi-cdpc@coe.int)

## I. Contexte

Le 23 novembre 2022, [le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe](#) a adopté le [Mandat](#) du nouveau [Comité d'experts sur la protection de l'environnement par le droit pénal \(PC-ENV\)](#). Le PC-ENV a ainsi été créé et chargé par le Comité des Ministres et le Comité Européen pour les Problèmes Criminels (CDPC) de rédiger une nouvelle Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de l'environnement par le droit pénal.

## II. Ouverture de la réunion, questions introductives et élection du Président et de la Vice-Présidente

Le PC-ENV a tenu sa 1ère réunion du 3 au 4 avril 2023 au Conseil de l'Europe à Strasbourg. La réunion a été ouverte par M. Bjørn Berge, Secrétaire Général Adjoint du Conseil de l'Europe, qui a [souligné](#) les nombreux effets néfastes de la criminalité environnementale sur les droits humains. Il a souligné que le Conseil de l'Europe est bien placé pour fournir un cadre capable d'aider les États à prévenir et à combattre cette criminalité et à renforcer la coopération internationale.

Suite à l'adoption du projet d'ordre du jour, M. Carlo Chiaromonte, le Secrétaire du PC-ENV, a fourni des informations contextuelles et procédurales, soulignant que le PC-ENV est un organe subordonné établi sous l'autorité de son Comité directeur, le [Comité Européen pour les Problèmes Criminels \(CDPC\)](#). Une fois ses travaux achevés, le projet de Convention sera soumis à l'examen et à l'adoption du CDPC avant d'être transmis au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (le principal organe de décision) pour approbation finale et ouverture aux signatures.

M. Chiaromonte a souligné que l'établissement du PC-ENV fait suite à une [étude de faisabilité](#) approfondie par le Conseil de l'Europe, qui a permis d'identifier l'opportunité et la faisabilité d'une nouvelle Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal. Il a cité la [Résolution CM/Res\(2021\)3](#) comme le principal outil juridique régissant le fonctionnement du PC-ENV.

Le PC-ENV a effectué un *tour de table* au cours duquel tous les participants se sont brièvement présentés ainsi que leurs missions et expérience en matière d'environnement et de droit pénal. Le Comité a élu M. Šimon Pepřík de la République Tchèque en tant que Président du PC-ENV et Mme Cristina Mauro de la France en tant que Vice-Présidente, et a exprimé ses félicitations.

M. Pepřík a invité le Secrétariat à donner un bref aperçu du [site web du PC-ENV](#) en tant que point de référence important pour le travail à venir, soulignant que la page sera fréquemment mise à jour avec tous les documents et ressources pertinents.

## III. Présentations sur des initiatives actuelles et en cours

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a [présenté](#) la trajectoire croissante de la criminalité environnementale et l'utilisation des traités en tant qu'outil clé pour aider à mettre en œuvre la législation nationale et à relever les défis transfrontaliers. Il a également souligné l'importance de réfléchir à la manière dont ces traités seront mis en œuvre sur le terrain lors de leur élaboration. Le PNUE a réitéré l'importance de la coopération internationale, en identifiant le rôle des accords d'entraide judiciaire et des équipes communes d'enquête à cet égard. Le PNUE a également mis en avant ses nombreuses initiatives dans le domaine de la protection de l'environnement, notamment le projet REN, Waste Force, UNWASTE, l'initiative « Duanes vertes » et Safety Across Asia for the Global Environment (SAFE).

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a [présenté](#) son programme mondial sur les crimes qui portent atteinte à l'environnement et sa participation au Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages. L'ONUDC a évoqué les évaluations fondées sur des faits qu'il réalise dans le cadre de ses diverses activités, par exemple en aidant ses États membres à identifier les forces et les faiblesses de leurs systèmes de prévention et de justice pénale et à renforcer leur législation nationale et la coopération internationale.

La Commission européenne a [présenté](#) les développements récents de la proposition de nouvelle Directive de l'Union européenne sur la protection de l'environnement par le droit pénal, qui remplacera l'actuelle Directive sur la criminalité environnementale ([Directive 2008/99/CE](#)). La Commission

européenne a donné un aperçu des principaux aspects que cette proposition vise à mettre à jour, en soulignant l'inclusion de plusieurs nouvelles infractions et l'amélioration des dispositions relatives aux sanctions, aux mesures accessoires, aux délais de prescription, à la compétence et aux mécanismes de suivi.

INTERPOL a présenté son programme de sécurité environnementale dans le domaine de la criminalité organisée et émergente, en soulignant l'accent mis sur la criminalité liée à la pêche, la criminalité forestière, l'exploitation minière illégale, la criminalité liée à la pollution et la criminalité liée à la faune et à la flore sauvages. INTERPOL a également identifié les défis formels associés aux accords d'entraide judiciaire dans ce domaine, y compris les malentendus importants sur les normes juridiques nationales et les longues procédures. Il a souligné l'importance de veiller à ce qu'un nouveau cadre juridique commun puisse être utilisé par les organes chargés de faire respecter la loi afin de permettre des poursuites efficaces dans les affaires transfrontalières.

La Global Initiative to End Wildlife Crime (« Initiative mondiale pour mettre fin à la criminalité liée aux espèces sauvages » - EWC) a présenté une [déclaration](#) soulignant son rôle dans la promotion et le soutien technique à la création d'un nouvel accord mondial sur la criminalité liée aux espèces sauvages, ainsi que dans la modification des instruments internationaux actuels afin d'adopter une approche « une seule santé » (« one health ») pour le commerce et les marchés des espèces sauvages. EWC a encouragé le PC-ENV à suivre de près le processus en cours au sein de la station d'affectation des Nations Unies à Vienne, où l'ONUDC recueille les opinions des États membres sur un accord mondial potentiel pour lutter contre le trafic d'espèces sauvages.

#### **IV. Discussion ouverte sur la structure et le champ d'application de la nouvelle Convention**

M. Chiaromonte a présenté le Mandat du PC-ENV et la structure générale d'autres conventions du Conseil de l'Europe sur le droit pénal, telles que la [Convention d'Istanbul \(2011\)](#), la [Convention sur les infractions visant des biens culturels \(2017\)](#) et les [Dispositions modèles pour des conventions de droit pénal du Conseil de l'Europe du CDPC](#).

Le Président a donné la parole au PC-ENV pour qu'il présente des observations générales sur le champ d'application et la structure de la nouvelle Convention. Plusieurs délégations ont réitéré l'importance de se référer aux articles de la [Convention du Conseil de l'Europe de 1998 sur la protection de l'environnement par le droit pénal](#) qui ont été identifiés dans l'étude de faisabilité susmentionnée comme pertinents et qui devraient être maintenus dans la nouvelle Convention.

Le PC-ENV a également souligné la nécessité de garder à l'esprit les instruments internationaux existants, tels que la Convention d'Aarhus de 1998, ainsi que d'autres textes du Conseil de l'Europe qui pourraient s'aligner sur la future Convention ou servir d'inspiration : l'article 29 de la [Convention d'Oviedo \(1997\)](#), la [Convention sur la cybercriminalité \(2001\)](#), la [Convention sur la prévention du terrorisme \(2005\)](#) et la [Recommandation relative à la protection des témoins et des collaborateurs de justice \(2022\)](#).

Les délégations ont souligné l'importance des mécanismes de suivi et ont convenu d'examiner si un tel mécanisme devrait faire partie de la nouvelle Convention et, le cas échéant, dans quelle mesure. Le PC-ENV a donc chargé le Secrétariat de préparer un document décrivant les différents systèmes de suivi déjà utilisés dans d'autres activités du Conseil de l'Europe, y compris leurs méthodologies et leurs implications financières, qui sera examiné par le PC-ENV avant sa prochaine réunion.

Le PC-ENV a ensuite discuté de la responsabilité des personnes morales et de la possibilité soit de maintenir la formulation traditionnelle actuellement utilisée dans les conventions de droit pénal, soit d'introduire des normes plus spécifiques en matière de sanctions pécuniaires. Le PC-ENV a convenu d'inclure ces deux possibilités dans le premier projet de Convention en tant qu'options à examiner lors de la prochaine réunion. L'écoblanchiment (« greenwashing ») a également été évoqué comme une question problématique et pertinente qui pourrait être considérée comme une infraction.

## **V. Prochaines étapes et clôture de la réunion**

Le PC-ENV a chargé le Secrétariat de préparer, en consultation avec le Président et la Vice-Présidente, un premier projet de Convention qui sera envoyé avant l'été à tous les membres et observateurs pour examen et commentaires écrits. Tous les commentaires écrits reçus seront ensuite compilés par le Secrétariat et redistribués au PC-ENV avant les discussions de fond sur ce premier projet lors de la deuxième réunion.

Plusieurs délégations ont souligné qu'elles ne seraient pas en mesure de contribuer aux discussions à venir sur la nouvelle Convention avant que le processus législatif au sein de la Commission européenne ne soit achevé. Le PC-ENV a donc décidé de demander une modification du nombre de réunions indiqué dans le mandat, à savoir deux en 2023 et deux en 2024, en vue de finaliser ses travaux avant la date limite actuelle de juin 2024.

La deuxième réunion du PC-ENV se tiendra du 16 au 18 octobre 2023 au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Le Président a clôturé la première réunion en exprimant sa gratitude pour les observations et les discussions perspicaces et fructueuses.

**ANNEXE I – Ordre du jour**

<b>3 avril 2023</b>	
9:30	<p style="text-align: center;"><b>Ouverture de la réunion</b></p> Remarques d'ouverture par M. Bjørn Berge, Secrétaire Général Adjoint du Conseil de l'Europe
	Présentation de questions introductives par M. Carlo Chiaromonte, Secrétaire du PC-ENV : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Adoption de l'ordre du jour</li> <li>• Informations contextuelles et procédure</li> </ul>
	<i>Tour de table :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation de tous les participants</li> </ul>
	<i>Pause café</i>
	Élection du Président et du Vice-Président du PC-ENV
12:30 – 14:00	<i>Pause déjeuner</i>
	Présentations et échange de vues sur initiatives actuelles et en cours : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)</li> <li>• Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD)</li> <li>• Commission européenne</li> </ul>
	Examen du mandat du PC-ENV
17:00	Fin du premier jour de réunion

<b>4 avril 2023</b>	
9:30	Planification de la suite du travail du PC-ENV : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification des étapes de l'élaboration du projet préliminaire de la Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal</li> <li>• Discussion ouverte sur la structure de la nouvelle Convention</li> </ul>
	<i>Pause café</i>
	Continuation

12:30 – 14:00	<i>Pause déjeuner</i>
	Continuation
	Identification des prochaines étapes
	Résumé des discussions, résultats et dates de la prochaine réunion
17:00	Observations finales et clôture de la réunion

## ANNEXE II - Liste des participants

### MEMBER STATES / ETATS MEMBRES

#### ARMENIA / ARMENIE

---

**Ms Varduhi MELIKYAN**

Counselor of the Council of Europe Division,  
European Department  
Ministry of Foreign Affairs

**Mrs Nelli SAROYAN**

Head of the International Treaties and Law  
Department  
Ministry of Foreign Affairs

#### AUSTRIA / AUTRICHE

---

**Mr Christian MAYER** Apologised / Excusé

Public Prosecutor  
Legal Adviser  
Directorate General for Criminal Law, Units IV  
1 and IV 2  
Ministry of Justice

#### AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN

---

**Mr Babak ZAKIRZADE**

Senior prosecutor  
Department of non-criminal proceedings

#### BELGIUM / BELGIQUE

---

**Madame Clara LAMBREY**

Attachée  
Federal Public Service Justice  
Directorate General Legislation, Freedoms and  
Fundamental Rights

#### BULGARIA / BULGARIE

---

**Ms Tea PENEVA**

Chief expert  
Cooperation in Criminal matters Department  
International legal cooperation and European  
affairs Directorate  
Ministry of Justice

#### CROATIA / CROATIE

---

Apologised / Excusé

#### CYPRUS / CHYPRE

---

**Ms Lina CHATZIATHANASIOU**

Counsel of the Republic A

#### CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

---

**Mr Šimon PEPŘÍK**

Chair of the PC-ENV / Président du PC-ENV  
Senior legal counsellor  
Legislative Department  
Ministry of Justice

#### ESTONIA / ESTONIE

---

**Mr Markko KÜNNAPU**

Adviser  
Ministry of Justice

**Ms Mare TANNBERG** Apologised / Excusée

Adviser  
Criminal Policy Department  
Ministry of Justice

#### FINLAND / FINLANDE

---

**Ms Sonja SJÖMAN**

Senior Specialist  
Ministry of Justice

#### FRANCE

---

**Mme Cristina MAURO**

Vice-Chair of the PC-ENV / Vice-Présidente du  
PC-ENV  
Cheffe du bureau de la négociation pénale  
européenne et internationale (BNPEI)  
Sous-direction de la négociation et de la  
législation pénales  
Ministère de la justice

#### GEORGIA / GEORGIE

---

**Mr Grigol POCHKHIDZE**

Deputy Head of the Legal Service  
Department of Environmental Supervision  
Ministry of Environment Protection and  
Agriculture

**GERMANY / ALLEMAGNE**

---

**Mr Markus BUSCH**

Head of Division  
Criminal law suppression of economic crime,  
computer crime, corruption-related crime and  
environmental crime  
Federal Ministry of Justice

**GREECE / GRECE**

---

**Mrs Kalliopi THEOLOGITOU**

Deputy Prosecutor of the Appeals Court of  
Athens

**IRELAND / IRLANDE**

---

**Ms Carol O'SULLIVAN**

Regional Manager Industrial Licence  
Enforcement and Legal Services  
Office of Environmental Enforcement  
Environmental Protection Agency (EPA)

**ITALY / ITALIE**

---

**Mr Pasquale FIMIANI**

Advocate General at the General Prosecutor's  
Office of the Court of Cassation

**LATVIA / LETTONIE**

---

**Ms Ieva Kristiāna BLEIVE**

Lawyer  
Criminal Justice Department  
Ministry of Justice

**LITHUANIA / LITUANIE**

---

Apologised / Excusé

**LUXEMBOURG**

---

**Mme Barbara UJLAKI**

Attachée/juriste  
Ministère de la Justice

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

---

Apologised / Excusé

**NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU  
NORD**

---

**Mr Nikola PROKOPENKO**

State Counsellor in criminal matters

**NORWAY / NORVEGE**

---

**Ms OkKyong PARK-BHASIN**

Head of Delegation  
Senior adviser  
Norwegian Ministry of Justice and Public  
Security

**Ms Ida SLETSJØE**

Police prosecutor  
Norwegian National Authority for Investigation  
and Prosecution of Economic and  
Environmental Crime

**POLAND / POLOGNE**

---

**Mr Rafał CZARSKI**

Deputy to the Permanent Representative  
Permanent Representation of the Republic of  
Poland to the Council of Europe

**Mr Jakub KALBARCZYK**

Apologised / Excusé  
Head of the Unit of European and International  
Criminal Law  
Department for Criminal Law Legislation  
Ministry of Justice

**PORTUGAL**

---

**Ms Marta SARAIVA**

Deputy Permanent Representative  
Permanent Representation of Portugal to the  
Council of Europe

**Mr Pedro ALMEIDA** Apologised / Excusé

Directorate-General for Justice Policy  
Ministry of Justice

**ROMANIA / ROUMANIE**

---

Apologised / Excusé

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

---

**Mr Martin LIPTÁK**  
Legislation Department  
Criminal Law Legislation Division  
Ministry of Justice

**SLOVENIA / SLOVENIE**

---

**Ms Irena VOGRINCIC**  
Criminal law expert  
International Cooperation Office  
Ministry of Justice

**SPAIN / ESPAGNE**

---

**Mr Adán NIETO MARTIN**  
Professor of Criminal Law  
Director of the Institute of European and  
International Criminal Law  
University of Castilla la Mancha

**SWEDEN / SUEDE**

---

**Ms Susanne CLASSON**  
Director  
Ministry of Climate and Enterprise

**SWITZERLAND / SUISSE**

---

**Mme Georgina HOWE, LL.M., MLaw**  
Département fédéral de justice et police DFJP  
Office fédéral de la justice OFJ  
Domaine de direction droit pénal  
Unité Droit pénal international

**TÜRKİYE**

---

**Ms Burcu ÇAKIRTAŞ**  
Lawyer  
Directorate General of Legal Affairs

**UKRAINE**

---

**Ms Lyudmyla RUDA**  
Deputy Head of the Department of International  
Legal Assistance -  
Head of the Unit on Conclusion of the  
International Treaties on Legal  
Assistance  
Directorate of International Law  
Ministry of Justice of Ukraine

\* \* \* \*

**EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE**

**EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE**

---

**Ms Claudia KORTHALS**  
Senior Legal Officer – lead expert for  
environmental crime  
DG Justice, Unit A1 (General Criminal Law and  
Judicial Training)

**Mr Miroslav ANGELOV**  
DG ENV Unit Environmental Rule of Law and  
Governance

\* \* \* \*

**STATES HAVING OBSERVER STATUS WITH THE COUNCIL OF EUROPE /  
ETATS AYANT LE STATUT D'OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE  
L'EUROPE**

**HOLY SEE / SAINT-SIEGE**

---

**Maître Jean PAILLOT**

**JAPAN / JAPON**

---

**Mr Tetsushi HIRANO**  
Chargé de mission  
Consulate General of Japan in Strasbourg

\* \* \* \*

**OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS**

**UNITED NATIONS ENVIRONMENT  
PROGRAM (UNEP) / OFFICE DES NATIONS  
UNIES PROGRAMME POUR  
L'ENVIRONNEMENT (PNUE)**

---

**Ms Marianna BOLSHAKOVA**  
Regional Coordinator, Law and Governance  
UNEP Europe  
Palais des Nations

**UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND  
CRIME / OFFICE DES NATIONS UNIES  
CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME  
(UNODC)**

---

**Ms Lejda TOCI**  
Programme Officer  
Global Programme on Crimes that Affect the  
Environment  
Border Management Branch

**Ms Tanya WYATT**  
Programme Officer, Crimes that Affect the  
Environment  
Programme Development and Management  
Unit  
Research and Trend Analysis Branch

**GLOBAL INITIATIVE TO END WILDLIFE  
CRIME (EWC)**

---

**Ms Alice PASQUALATO**  
Policy Officer

**INTERNATIONAL UNION FOR THE  
CONSERVATION OF NATURE**

---

**Professor Dr. Christina VOIGT**  
Apologised / Excusée  
University of Oslo  
Department of Public and International Law  
Chair of the IUCN World Commission on  
Environmental Law (WCEL)  
Co-chair of the Paris Agreement  
Implementation and Compliance Committee  
Coordinator at PluriCourts, Center of  
Excellence at the University of Oslo

**INTERPOL**

---

**Ms Maria KOTSOVOU-DULLIN**  
Project Administrator  
Environmental Security

**Mr Michele VIALE**  
Operations Coordinator  
Pollution Crime  
Environmental Security Programme

**WILD LEGAL**

---

**Mme Marine CALMET**  
Avocate de formation  
Juriste et présidente de l'association Wild  
Legal

\* \* \* \*

**COUNCIL OF EUROPE BODIES AND INSTITUTIONS /  
ORGANES ET INSTITUTIONS DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS /  
COUR EUROPEENNE DES DROITS DE  
L'HOMME**

**Ms Natalia KOBYLARZ**

Apologised / Excusée

Senior Lawyer

Registry of the European Court of Human Rights

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE  
COUNCIL OF EUROPE (PACE) /  
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU  
CONSEIL DE L'EUROPE (APCE)**

**Ms Thorhildur Sunna ÆVARSDOTTIR**

(Iceland, SOC)

PACE Committee on Legal Affairs and Human Rights (JUR)

**Mr Jean-Pierre GRIN**

(Switzerland, ALDE)

PACE Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development of the Parliamentary Assembly

**Ms Yuliia OVCHYNNYKOVA**

(Ukraine, ALDE)

PACE Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development of the Parliamentary Assembly

**Ms Eleonor HOURIGAN**

Secretariat of the Committee on Legal Affairs and Human Rights - Committee on the Election of Judges to the European Court of Human Rights

**Ms Aiste RAMANAUSKAITE**

Secretary of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe

**Ms Jannick DEVAUX**

Secretariat of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe

**STANDING COMMITTEE OF THE BERN  
CONVENTION / COMITÉ PERMANENT DE  
LA CONVENTION DE BERNE**

**Mr Mikaël POUTIERS**

Secretary of the Bern Convention on biodiversity

\* \* \* \*

**SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE  
SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Private Office of the Secretary General and the Deputy Secretary General / Cabinet de la  
Secrétaire Générale et du Secrétaire Général adjoint**

Mr Bjørn BERGE

Deputy Secretary General / Secrétaire Général adjoint

Mr Matthias KLOTH

Adviser / Conseiller

**Directorate General of Human Rights and Rule of Law /  
Direction Générale des droits de l'Homme et Etat de Droit**

**Criminal Law and Counter-Terrorism / Droit pénal et lutte contre le terrorisme**

Mr Carlo CHIAROMONTE	Head of Criminal Law and Counter-Terrorism / <b><u>Secretary to the PC-ENV</u></b> Chef du droit pénal et lutte contre le terrorisme / <b><u>Secrétaire du PC-ENV</u></b>
Ms Phoebe JAMIESON	Criminal Law and Counter-Terrorism / Droit pénal et lutte contre le terrorisme
Ms Amanda PARISENTI	Criminal Law / Droit pénal
Ms Lucy ANCELIN	Assistant / Assistante
Ms Claire ROBINS	Assistant / Assistante

**Interpreters / Interprètes**

Ms Lucie DE BURLET - Head of Team / Chef d'équipe
Ms Chloé CHENETIER-KIPPING
Ms Sally BAILEY-RAVET
Ms Corinne McGEORGE-MAGALLON